

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

**PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE
REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI (PIPARV-B)**

Appel à manifestation d'intérêt (Consultants individuels) n° PIPARV-B/65/AMI/2024-2025

Date de publication : 27/05/2025

Date de dépôt des manifestations d'intérêt : 10/06/2025 à 17h30' au plus tard

Intitulé du Poste : Recrutement d'un Consultant Individuel chargé de faire la revue à mi-parcours (RMP) du projet « Investissements dans la production alimentaire à l'épreuve du climat dans les bassins du Moso et de l'Imbo en République du Burundi » financé par le Fonds Vert Climat (FVC).

Numéro de référence : 5C020110

Le Gouvernement de la République du Burundi a obtenu un Don du FIDA n° 2000002606, un Don Additionnel FIDA11 n° 2000003762, un Don du Fonds Vert Climat n° 2000003623, un Don de la Facilité de riposte contre les répercussions de la guerre en Ukraine (CRI) n° 2000004520, d'une part et d'autre part, un prêt de l'OFID n° 13606P et un Prêt FIDA11 n° 2000003763, pour la mise en œuvre du Projet d'Intensification de la Production Agricole et de Réduction de la Vulnérabilité au Burundi (PIPARV-B) et envisage de faire usage du Don du Fonds Vert Climat n° 2000003623 pour s'adjoindre des services de conseil dispensés par un consultant individuel chargé de **faire la revue à mi-parcours (RMP) du projet « Investissements dans la production alimentaire à l'épreuve du climat dans les bassins du Moso et de l'Imbo en République du Burundi »**. Le **Consultant individuel pour assurer cette revue à mi-parcours sera recruté sur base d'un contrat à durée déterminée de trente (30) jours calendaires.**

Nous attirons l'attention des consultants intéressés sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations. Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

Les consultants intéressés ne peuvent être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Tout soumissionnaire qui serait en pareille situation sera écarté, sauf approbation expresse du Fonds.

Le Projet d'Intensification de la Production Agricole et de Réduction de la Vulnérabilité au Burundi, « PIPARV-B » invite à présent les consultants individuels ("les consultants") éligibles à manifester leur intérêt pour la fourniture des services en question. Les consultants intéressés sont tenus de fournir, sous la forme d'un curriculum vitae, des

informations attestant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience nécessaire en la matière pour dispenser ces services. Les consultants seront sélectionnés selon la méthode de sélection de consultants individuels exposée dans le Guide pratique de passation des marchés consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante : <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>. Il ne sera pas procédé à des entretiens dans le cadre du processus de sélection.

Le Consultant doit présenter des qualifications et compétences suivantes :

- Le consultant doit avoir un diplôme de niveau minimum licence, ingénieur agronome, dans le domaine des ressources naturelles, de l'environnement, sciences agronomiques et/ou du développement rural ;
- Le consultant doit avoir une expérience professionnelle générale d'au moins huit (8) ans ;
- Avoir une expérience pertinente dans l'évaluation technique et financière d'un projet agricole de résilience climatique de même envergure ou plus grande que celui-ci prouvée par au moins trois (3) attestations ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (05) ans dans le suivi-évaluation de projets de développement rural ;
- Disposer des connaissances techniques sur les changements climatiques en relation avec l'agriculture et la pauvreté rurale serait un atout ;
- Avoir des capacités rédactionnelles en français et en anglais.

Toute demande d'éclaircissements concernant le présent appel à manifestation d'intérêt devra être envoyée par courriel aux adresses ci-après « **PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI (PIPARV-B)**, Immeuble des projets financés par le FIDA au Burundi, B.P 1953 Bujumbura- Burundi ; E-mail : ufcp2.piparvb@gmail.com / le **05/06/2025 à 17h30'**, heure locale (GMT+2) au plus tard. Le client répondra à toutes les demandes d'éclaircissements avant le **05/06/2025 à 17h30'**, heures locale (GMT+2).

Les manifestations d'intérêt écrites en français sous la forme de curriculum vitæ doivent être remises sous forme écrite à l'adresse ci-dessous, au plus tard le **10/06/2025 à 17h30**, heure locale (GMT+2).

PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI (PIPARV-B)

À l'attention de : Monsieur Damase NTIRANYIBAGIRA, Coordonnateur du PIPARV-B
Immeuble des projets financés par le FIDA au Burundi
Avenue du Large n° 30 ; Téléphone : +257 22 24 92 51 ;
Courriel : ufcp2.piparvb@gmail.com

Les candidats intéressés peuvent retirer gratuitement les termes de référence détaillées à l'adresse indiquée ci-dessus tous les jours ouvrables de lundi à vendredi de 7h30' à 12h00' et de 14h00 à 17h30'.

Fait à Bujumbura, le 23 / 05 / 2025

Le Coordonnateur du PIPARV-B

Damase NTIRANYIBAGIRA



Annexe : Termes de référence pour le recrutement d'un Consultant individuel chargé de faire la revue à mi-parcours (RMP) du projet « Investissements dans la production alimentaire à l'épreuve du climat dans les bassins du Moso et de l'Imbo en République du Burundi » financé par le Fonds Vert Climat (FVC)

1. Contexte et justification

Le Gouvernement de la République du Burundi a obtenu un Don du FIDA n° 2000002606, un Don Additionnel FIDA11 n° 2000003762, un Don du Fonds Vert Climat n° 2000003623, un Don de la Facilité de riposte contre les répercussions de la guerre en Ukraine (CRI) n° 2000004520, d'une part et d'autre part, un prêt de l'OFID n° 13606P et un Prêt FIDA11 n° 2000003763, pour la mise en œuvre du Projet d'Intensification de la Production Agricole et de Réduction de la Vulnérabilité au Burundi (PIPARV-B) et envisage de faire partiellement usage du Don du Fonds Vert Climat n° 2000003623 pour s'adjoindre des services de conseil dispensés par un consultant individuel **chargé de faire la revue à mi-parcours (RMP) du projet « Investissements dans la production alimentaire à l'épreuve du climat dans les bassins du Moso et de l'Imbo en République du Burundi » financé par le Fonds Vert Climat (FVC).**

L'utilisation des fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses représentants, mandataires et fonctionnaires sont dégagés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du Projet d'Intensification de la Production Agricole et de Réduction de la Vulnérabilité au Burundi, « PIPARV-B ».

Le Consultant individuel pour assurer cette revue à mi-parcours sera recruté sur base d'un contrat à durée déterminée de trente (30) jours calendaires.

Nous attirons l'attention des consultants intéressés sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme¹ et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations². Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles³.

Les consultants intéressés ne peuvent être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Tout soumissionnaire qui serait en pareille situation sera écarté, sauf approbation expresse du Fonds. Un conflit d'intérêt est présumé exister dès lors que les consultants a) entretiennent des relations qui leur

¹ Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/41942012>

² Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/40189695>

³ Cette politique est exposée dans le document consultable à l'adresse suivante: <https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/40738506>

permettent d'avoir indûment connaissance d'informations non divulguées concernant ou affectant le processus de sélection et l'exécution du marché, ou b) ont des liens professionnels ou familiaux avec un membre du conseil de direction du client ou du personnel de ce dernier, avec le Fonds ou ses agents, ou avec quiconque a pris ou pourrait raisonnablement prendre part, directement ou indirectement, à i) l'établissement du présent appel à manifestation d'intérêt, ii) au processus de sélection pour le marché concerné, ou iii) à l'exécution dudit marché. Les consultants sont en permanence tenus de faire état de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel qui apparaîtrait lors de l'établissement de la manifestation d'intérêt, du processus de sélection ou de l'exécution du marché.

La non-divulgaration de telles situations peut notamment entraîner l'exclusion du consultant, la résiliation du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

Le/ Projet d'Intensification de la Production Agricole et de Réduction de la Vulnérabilité au Burundi, « PIPARV-B » invite à présent les consultants individuels ("les consultants") éligibles à manifester leur intérêt pour la fourniture des services en question. Les consultants intéressés sont tenus de fournir, sous la forme d'un curriculum vitae, des informations attestant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience nécessaire en la matière pour dispenser ces services. Les consultants seront sélectionnés selon la méthode de sélection de consultants individuels exposée dans le Guide pratique de passation des marchés consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante : <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>. Il ne sera pas procédé à des entretiens dans le cadre du processus de sélection.

2. Brève présentation du projet.

Dans le but de faire de développement adapté au changement climatique, le Gouvernement a obtenu du Fonds International de Développement Agricole « FIDA » et du Fonds Vert pour le Climat un don de 9 994 500 USD pour financer le Projet intitulé « Investissements dans la production alimentaire à l'épreuve du climat dans les bassins du Moso et de l'Imbo en République du Burundi ».

L'accord de financement de ce projet a été signé le 6 octobre 2022 et il est entré en vigueur à 30/11/2022 pendant que le premier décaissement a eu lieu le 14/12/2023. Suite au retard de recrutement des cadres dédiés au projet, l'atelier de démarrage a eu lieu en juin 2024. Les activités de ce projet sont intégrées dans le PIPARV-B et elles sont exécutées dans les provinces et communes des régions de l'Imbo et du Moso où intervenait le projet PNSADR-IM clôturé en 2023.

La durée de ce financement est de quatre ans après son entrée en vigueur. Ainsi, il est prévu qu'à deux ans et six mois après l'entrée en vigueur du financement, il y ait une évaluation intermédiaire indépendante qui doit porter sur l'estimation des réalisations, des performances ainsi que des propositions d'ajustements.

L'objectif global du Projet PIPARV-B est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de résilience des populations rurales du plateau central burundais et des régions du Moso et de l'Imbo par une approche de gestion intégrée des terroirs, grâce

à une utilisation optimale des ressources naturelles adaptées à une pression démographique croissante.

L'objectif principal du projet financé par le FVC/GCF est de renforcer la résilience des agriculteurs face au changement climatique dans les bassins versants des terroirs et d'augmenter la productivité agricole et la sécurité alimentaire par l'adoption de meilleures pratiques de gestion des agroécosystèmes afin de préserver les ressources en terre et en eau.

L'objectif de développement est l'accroissement durable de la productivité et de la production agricoles, l'adoption des systèmes de production résilients et la diversification des opportunités économiques rurales. Cet objectif de développement sera atteint par (i) le renforcement des capacités et des moyens de production des petits producteurs, (ii) l'adoption par les petits producteurs de systèmes de production résilients au changement climatique, (iii) une gestion participative et optimale des ressources naturelles des terroirs des collines, (iv) le soutien aux organisations communautaires de base notamment les coopératives pour la valorisation et la commercialisation de leurs produits et (v) la promotion d'activités économiques pour améliorer leurs revenus.

Structure du projet financé par le FVC

La gestion financière et administrative est assurée par l'UFCP du PIPARV-B sous la supervision du FIDA.

Le projet est structuré en trois (3) composantes techniques suivantes :

Composante 1 : Amélioration de la gestion des sols et de l'eau par l'adoption de meilleures pratiques de gestion des agroécosystèmes par les utilisateurs des terres. Cette composante est structurée en trois (3) résultats suivants :

1. Adoption accrue de pratiques de gestion durable des sols et de l'eau contribuant ainsi à augmenter la productivité agricole.
2. Augmentation de la collecte d'eau de pluie à la ferme au niveau des ménages par l'installation des citernes collecteurs d'eaux en vue de satisfaire les besoins en eau dans les ménages ;
3. Des incitations accrues pour le développement de micro, petites et moyennes entreprises "vertes" qui encouragent les actions de conservation de l'eau et des sols.

Composante 2 : Renforcement des capacités techniques des acteurs à tous les niveaux sur les meilleures pratiques de gestion des agroécosystèmes pour une meilleure conservation des sols et de l'eau.

Composante 3 : Développement d'un environnement favorable à la conservation des eaux et des sols. Cette composante facilitera la révision des politiques et règlements actuels sur la conservation des sols et de l'eau afin de les adapter au contexte actuel de développement agricole.

3. Les objectifs de la revue à mi-parcours

L'objet de la revue à mi-parcours vise à évaluer la mise en œuvre du projet à mi-terme du projet (notamment ses progrès, sa performance, sa gestion globale, sa contribution et la réalisation des résultats attendus, etc.). Elle est alignée sur les obligations de

l'accord d'activité financée (FAA) du projet (accord entre le GCF et le FIDA) et le document de projet du FIDA (qui est l'entité accréditée (AE) pour le projet). L'évaluation sera guidée par les critères du GCF⁴ et le projet de document de politique d'évaluation du GCF conformément aux critères suivants : impartialité, objectivité, indépendance; pertinence, utilité, crédibilité, mesurabilité, transparence, éthique et partenariats.

Les objectifs spécifiques de la mission :

- Evaluer la performance globale du projet ;
- Analyser la probabilité d'atteindre les objectifs, les produits et les résultats du projet ;
- Evaluer les progrès de la mise en œuvre par rapport au cadre logique ;
- Faire une analyse des aspects fiduciaires, y compris la qualité de la gestion financière et de la passation des marchés ;
- Evaluer le ciblage ;
- Analyser si le système de suivi et d'évaluation (S&E) permet de rapporter correctement l'atteinte des indicateurs du projet et analyser si les rapports répondent au cadre logique du projet ;
- Evaluer la gestion des connaissances ;
- Evaluer les progrès par rapport aux plans de travail et budgets annuels (AWPB en anglais) ;
- Analyser la mise en place institutionnelle pour la mise en œuvre du projet, y compris la dotation en personnel, etc.
- Proposer des ajustements des activités et du budget par rapport aux besoins des agriculteurs et aux réalités actuelles du terrain ;
- Proposer un ajustement des indicateurs et du cadre logique ;

4. La méthodologie

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec l'équipe d'exécution du projet PIPARV-B (*Project Delivery Team*). Il procédera notamment par :

- L'exploitation des documents du projet, des rapports du PIPARV-B et des rapports des missions de supervision du FIDA ;
- Des entretiens avec l'Unité de Facilitation et de Coordination du Projet (UFCP), des représentants des institutions et des organes de suivi du projet ;
- Des entretiens avec les partenaires du projet ;
- Des visites des réalisations du terrain
- Une évaluation de la gestion du projet

Un atelier technique sera organisé avec les principales parties prenantes sur la restitution des résultats et la projection des activités de la deuxième phase.

Le consultant pourra aussi proposer une méthodologie appropriée par rapport aux objectifs de la mission.

⁴ Les critères de l'unité de l'évaluation indépendante du GCF sont les suivants : (i) la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des projets et des programmes ; (ii) la cohérence de la fourniture de financement climatique avec d'autres entités multilatérales ; (iii) l'équité des genres ; (iv) l'appropriation des projets et des programmes par les pays ; (v) le caractère innovant dans les domaines de résultats ; (vi) la reproductibilité et l'extensibilité ; et (vii) les résultats inattendus, à la fois positifs et négatifs.

5. Les résultats attendus de la mission de revue à mi-parcours

Les résultats de l'étude sont principalement les suivants :

- 1) **Des résultats de la mission d'évaluation** à présenter et à discuter lors de la réunion de synthèse de la mission avec le FIDA (PDT) et les équipes du projet de l'entité exécutrice, ainsi que les représentants de l'autorité nationale désignée (NDA) ;
- 2) **Un projet de rapport provisoire** à soumettre à l'examen du PDT, du bureau de la gestion du projet et l'autorité nationale désignée (NDA) ;
- 3) **Un atelier d'examen** du rapport d'évaluation provisoire
- 4) **Un rapport final d'évaluation intermédiaire** comprenant un résumé exécutif, les constats de terrain et une série de recommandations stratégiques pour la deuxième phase du projet.

6. La zone d'intervention de la mission

La mission se déroulera dans la zone du projet s'étendant sur huit (8) communes des provinces Bubanza (Mpanda et Gihanga), Bujumbura (Mutimbuzi), Cibitoke (Buganda), Rutana (Giharo et Gitanga) et Ruyigi (Gisuru et Kinyinya). Elle se déroulera également au siège du projet sis en mairie de Bujumbura.

7. Les tâches spécifiques du consultant

Les principales responsabilités du consultant sont les suivantes :

- Examen documentaire incluant notamment les études de référence, les rapports d'avancement et tous les rapports d'enquêtes menées au cours du projet, le mapping des parties prenantes, etc. (tous ces documents seront fournis par le PDT/PMO avant la mission) ;
- Évaluer l'avancement du projet, la performance et la qualité de la mise en œuvre conformément aux objectifs définis et à l'accord juridique et financier ;
- Identifier les obstacles, les défis et les goulets d'étranglement lors de la mise en œuvre du projet, et discuter avec l'équipe du projet des solutions, de la stratégie et du plan d'action pour y remédier et accélérer la mise en œuvre du projet ;
- Examiner et suggérer des révisions, le cas échéant, des plans de mise en œuvre, des plans annuels de travail et budget, et des plans de passation de marchés actuels ;
- Réaliser des enquêtes ; groupes de discussion et/ou entretiens avec des personnes clés parmi les parties prenantes concernées, les bénéficiaires, les entités exécutants le projet, éventuellement les gouvernements nationaux et/ou locaux et éventuellement d'autres partenaires de développement si pertinent ;
- Collecter les données nécessaires (données/registres gouvernementaux, visites d'observation sur le terrain, rapports sur les dépenses publiques, données SIG, etc.) pour valider les preuves des résultats et des évaluations (y compris, mais sans s'y limiter, l'évaluation de la théorie de changement, l'exécution des activités et les résultats/changements survenus) ;
- Assurer la liaison avec les principaux partenaires de mise en œuvre et les parties prenantes, notamment le FIDA (en tant qu'AE), le ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage et le ministère des finances (en tant qu'EE), le GCF, le NDA, etc ;

- Discuter du rapport d'évaluation intermédiaire et des conclusions de la mission avec le PDT et l'autorité nationale du GCF, afin de valider les conclusions de l'évaluation et de répondre à tout commentaire reçu, et diriger une réunion de validation du rapport final de l'évaluation.

8. Durée du contrat

La mission de revue se déroulera au cours du mois de juin 2025 pour une durée de trente (30) jours calendaires détaillés plus ou moins comme suit :

- Rapport de démarrage (en français ou en anglais, comprenant la méthodologie proposée pour l'évaluation intermédiaire indépendante, le plan de travail, la liste des entretiens à mener et la structure proposée du rapport : 4 jours
- Mission d'évaluation intermédiaire indépendante comprenant les visites de terrain et les consultations avec les parties prenantes : 10 jours
- Rédaction du rapport provisoire de l'évaluation intermédiaire indépendante : 5 jours
- Réunion de validation du rapport d'évaluation intermédiaire indépendante : 2 jours
- Intégration des commentaires et observations dans le rapport pour produire le rapport final à soumettre avec un résumé exécutif de 2 à 3 pages, un ensemble restreint de recommandations stratégiques (10 pages maximum) ainsi qu'une réponse expliquant comment les commentaires ont été pris en compte : 4 jours
- Préparation des réponses au FVC suite à leurs commentaires sur le rapport : et présentation du rapport définitif : 5 jours

9. Déroulement de la mission

La mission se déroulera en trois parties : la première partie concernera la revue documentaire, l'évaluation de la mise en œuvre et les progrès réalisés par le projet ; la deuxième portera sur des visites de terrain de la zone du projet et la troisième partie de la mission couvrira la rédaction du rapport, la proposition de la restructuration des objectifs et des activités, des indicateurs et du budget du projet et le rapport général de la mission.

10. Rapportage

Le Consultant devra transmettre au FIDA et au Gouvernement un **Rapport final d'évaluation intermédiaire** comprenant notamment un résumé exécutif, les constats de terrain, les recommandations stratégiques pour la deuxième phase du projet.

11. Profil du consultant

Expérience générale

Formation : Le consultant doit avoir un diplôme de niveau minimum de licence, ingénieur dans le domaine des ressources naturelles, de l'environnement, écologie, sciences agronomiques et/ou du développement rural ;

Expérience professionnelle : le consultant doit avoir une expérience professionnelle générale d'au moins huit (8) ans. L'expérience dans les domaines de l'environnement et du changement climatique sera un atout.

Expérience spécifique

Le Consultant devra :

- Avoir une expérience pertinente dans l'évaluation technique et financière d'un projet agricole de résilience climatique de même envergure ou plus grande que celui-ci prouvée par au moins trois (3) attestations de services rendus ou attestations de bonne exécution ;
- Avoir participé dans la conception ou la mise en œuvre d'au moins un projet financé par le FIDA et/ou le Green Climate Fund (GCF)
- Avoir une expérience d'au moins cinq (05) ans dans le suivi-évaluation de projets de développement rural ;
- Avoir réalisé au moins deux (2) évaluations intermédiaires ou d'achèvement d'un projet financé par le Fonds Vert Climat serait un avantage ;
- Disposer des connaissances avérées sur la problématique du changement climatique en relation avec l'agriculture et l'environnement serait un atout ;
- Avoir des capacités rédactionnelles en français et en anglais.

12. Critères d'évaluation et de qualification des Consultants

Les candidats consultants ayant répondu à l'appel à manifestation d'intérêts seront évalués suivants les critères et qualifications ci-dessous :

Critères	Pondération	Points
I. Niveau de formation en ressources naturelles, de l'environnement, écologie, sciences agronomiques et/ou du développement rural ou tout autre domaine équivalent	10 points	Licence/ingénieur : 7 pts, Maitrise : 8 pt PhD/doctorat : 10 pts
II. Expérience générale en développement rural au moins 8 ans	20 points	8 ans : 20 pts 2,5 point/année supplémentaire
III. Expérience spécifique	70 Points	
III.1. Avoir une expérience pertinente dans l'évaluation technique et financière d'un projet agricole de résilience climatique de même envergure ou plus grande que celui-ci prouvée par au moins trois (3) attestations	25 Points	5 points/Attestation
III.2. Avoir participé dans la conception ou l'évaluation de projet financé par le FIDA et/ou le Green Climate Fund (GCF), un projet financé par un bailleur international	20 Points	5 points par mission

III.3. Avoir une expérience d'au moins cinq (05) ans dans le suivi-évaluation de projets de développement rural	15 Points	3 points par an
III.4 Connaissances techniques avérées sur la problématique des changements climatiques en relation avec l'agriculture ou l'environnement	10 Points	5 points par attestation
TOTAL GENERAL	100 POINTS	

13. Choix du Consultant

Le Consultant qui se classe en première position avec une note d'évaluation technique égale ou supérieure à 70%, sera invité à présenter sa proposition technique et financière combinée et qui fera objet de négociation. Si les négociations avec le consultant classé en première position échouent, le PIPARV-B invitera le consultant classé en deuxième position à présenter à son tour son offre technique et financière combinée et ainsi de suite.

Fait à Bujumbura, le 23/05/2025

Le Coordinateur du PIPARV-B

Damase NTIRANYIBAGIRA

